

LA PENSÉE POSTCORONIALE

MAURICE SIMO DJOM

24/06/2020



1puissance 55

Dans ce dernier volet de ma trilogie postcoloniale, je jette une bouteille à la mer, en énonçant l'intuition selon laquelle la crise est devenue tant bien que mal l'élément structurant de la globalisation et que les sciences sociales africaines gagneraient à prendre acte de cette donne.

La prolifération de la crise

Tout se passe désormais comme si la crise était devenue l'articulation majeure de notre vie commune. De la crise mexicaine (1994) au moment colonial, en passant par la crise de l'Asie du Sud-Est (1997) ; la crise du dot.com (2001), la crise des subprimes (2007), la crise de la zone euro (2011-2013), la crise de la bourse de Shanghai (2015) ou la crise du pétrole (2015), le monde assiste impuissant au défilé des moments de tension et d'épreuves tous azimuts. Qu'elles soient économiques, financières ou bancaires, les crises sont au rendez-vous. Elles imposent moins d'improvisation dans la réaction et plus de flexibilité dans la prospective.

En conséquence, penser le monde aujourd'hui, c'est en quelque sorte penser la crise. Il faut à partir

de ce moment cardinal dessiner les contours d'un *ethos pour la crise* qui nous apporte des rudiments de réponse aux questions essentielles suivantes : **à partir de quels lieux penser la crise ? Quelle est la téléologie d'une vie désormais rythmée, construite et déconstruite par la crise ?** Avec qui et avec quoi construire sa pensée et sa praxis en tenant compte de l'imminence presque anxieuse de la crise ? J'appelle les scènes intellectuelles africaines à suivre avec intérêt la présente intuition, car elle pourrait nous conduire à un nouveau paradigme : **la pensée postcoloniale**, en tant qu'une pensée qui construit **une intelligence de la crise** ; une pensée qui s'ancre dans **le postulat de la centralité de la crise** pour développer des stratégies de survie dans un monde de conflictualités dissimulées et une pensée qui vise à **substituer la centralité de la crise à la tragédie coloniale** comme repère d'intérêt des sciences sociales africaines.

La globalisation de la crise

Non seulement la crise revient désormais fréquemment, mais elle se globalise au fur et à mesure de l'interconnexion des entités géographiques. La prolifération verticale n'a donc d'égal que la prolifération horizontale. La géographie de la crise nous apprend que **les crises émergent dans un espace-temps précis, ensuite elles se métastasent dans des espaces-temps de plus en plus élargis.**

La crise mexicaine a été la première à provoquer un effet de cascade. Elle a même consacré la naissance de l'« **effet Tequila** ». Ce qu'on appelle la crise de l'Asie du Sud-Est a éclaté au cœur du textile thaïlandais avant d'embraser toute une sous-région pourtant ivre de croissance depuis le début de la décennie 90. Quant à la crise globale des années 2007-2009, elle est la plus connue : le secteur de l'immobilier résidentiel américain a toussé et c'est la planète terre qui s'est enrhumée. L'on est passé d'une crise des subprimes à une crise financière et enfin à une crise économique.

Non seulement la crise commence dans l'ordre local et se globalise mais, en plus, le lieu de naissance de la crise est généralement différent de son lieu génital. **Ainsi, les difficultés éprouvées par le secteur du textile thaïlandais dès janvier 1997 avaient pour origines la récession au Japon et l'invasion du Made in China.** De même, pour expliquer la crise de 2007, David Autor, David Dorn et Gordon Hanson ont soutenu, dans un article intitulé *The China Shock*, que les prêts toxiques accordés à l'aveuglette aux USA étaient une réponse désespérée à la dégradation de l'emploi causée par l'invasion du Made in China. *Last but not the least*, la crise mondiale du pétrole avait vu le jour dès lors que Ryad avait considérablement accru sa production journalière pour agresser les producteurs américains des hydrocarbures de schiste d'une part et, d'autre part, pour assécher les sources de devises du voisin sunnite de retour sur la scène du monde après la levée des sanctions en 2014. Le monde entier a retenu son souffle et payé la facture de ces rivalités géopolitiques relativement circonscrits à leurs débuts.

En Afrique, les pays producteurs de pétrole ont subi de plein fouet cette crise violente. Pour ne prendre que le cas de la Guinée-Equatoriale, le marocain Somagec a arrêté ses travaux d'Hercule

infrastructurels engagés en grandes pompes aux temps fastes. Avec la nouvelle guerre des prix du pétrole intervenue en marge du moment colonial, le pays désespère de les voir repartir. De façon générale, la crise souligne avec force la dépendance des économies africaines qui engendre la baisse des recettes synonyme de baisse des avoirs extérieurs ; de ralentissement des IDE ; d'accélération de l'endettement voire des dévaluations comme ce fut le cas du naira en juin 2016....

A son corps défendant, **le moment colonial est devenu le symbole de la crise mondiale radicale** pour avoir bon an mal an contraint près de 4 milliards d'habitants de la planète au confinement pendant deux mois, cloué les avions au sol pendant trois mois et subséquemment catastrophé l'économie mondiale qui se prépare à passer une année 2020 rude, avec des taux de croissance négatifs dans la majorité des pays. Les économies africaines avaient piqué du nez dès 2016, avec la crise du pétrole. Trois ans après, certains se relevaient tant bien que mal, à l'instar du Nigeria qui, sur la base d'un baril à 57 \$ attendait un taux de croissance de 2,91%. C'était sans compter avec la nouvelle crise du pétrole doublée de la pandémie de la Covid-19. L'annonce du premier cas de contamination au coronavirus avait fait perdre 980 millions \$ à la Nigeria Stock Exchange. Pour l'instant, le géant africain craint de voir sa croissance économique plonger jusqu'à -8,9%.

Enfin, **la souveraineté des Etats est mise à rude épreuve et la résolution des crises n'engage plus seulement la seule superstructure gouvernementale.** Face aux crises de liquidité (cas de la crise mexicaine), les gouvernements seuls ne peuvent rien sans la réaction des investisseurs, du fait de l'amplification des mouvements de capitaux. Robert Blackwill et Jennifer Harris font ainsi noter dans *War By Other Means* (2016) qu'il y a 40 ans, 90% des échanges aux frontières étaient commerciaux. En 2014, **90% des échanges aux frontières étaient financiers** constitués entre autres d'investissements en portefeuille et d'IDE.

Ce que révèle la géographie des think tanks

Que faut-il faire face à de tels constats ? Mon intuition est qu'il faut changer de paradigme, **en articulant la pensée à l'action**, afin de générer la virtuosité agissante. Un indicateur nous aidera

à mieux comprendre que ce paradigme fonde la résilience et le progrès là où il est appliqué. Le *Global Go To Think Tank Index Report 2019* paru en janvier 2020 recense **8248 think tanks dans le monde**. La répartition géographique se veut d'une cohérence certaine avec les différents ordres de performance, qu'ils soient technologiques, économiques ou géoéconomiques : **49,1% pour l'Asie ; 26,9% pour l'Europe ; 25% pour l'Amérique du Nord ; 12,4% pour l'Amérique latine ; 7,4% pour l'Afrique subsaharienne et 6,1% pour l'Afrique du Nord**. Trois géants mondiaux se taillent la part du lion dans leurs zones respectives: les Etats-Unis d'Amérique (1871), l'Inde (509) et la Chine (507). Une tendance émerge depuis 2010 : des variables voient le jour, qui se donnent pour but d'agir (Do Tanks) ou d'élaborer la pensée et d'agir en même temps (Think & Do Tanks).

Le constat est amer : au regard des performances de l'Afrique dans la tendance connue et dans celles qui émergent, la fracture observée en Afrique entre le monde de la pensée et le monde de la décision politique et économique figure au nombre des explications de notre précarité. **Il faut s'inquiéter pour une société qui subit itérativement la crise sans pour autant générer des charismes**. Les laboratoires d'idées efficaces et efficaces devraient émerger en grand nombre comme un indicateur de nouveaux charismes dont les résultats seront visibles et concrets après une génération.

Au Cameroun, la distribution des enseignants chercheurs place les lettres et sciences humaines en tête du peloton avec 25,17% des effectifs. Le domaine droit/ sciences économiques /sciences politiques suit avec 16,57%. Généralement, les PTT (petits travaux tranquilles) effectués dans ces disciplines molles visent exclusivement la promotion en grade. Les sciences physiques (11,34%), les mathématiques (4,85%) et enfin les sciences pharmaceutiques et médicales (4,13%) sont les parents pauvres de la recherche. Cette répartition se situe à l'opposé de la réalité du monde qui se caractérise par **la baisse continue depuis 15 ans de la part des sciences humaines dans les publications scientifiques ; la domination sans partage de la recherche médicale, de la chimie, de la biologie fondamentale et des sciences pour l'ingénieur ; la montée en grade de l'informatique...**

Le plus étonnant est qu'au Cameroun, les

recherches effectuées dans les segments des sciences physiques, des mathématiques et des sciences pharmaceutiques et médicales produisent des résultats concrets et directement utilisables mais « **80 % des chercheurs interrogés affirment que les résultats de leurs travaux ne sont pas pris en compte par les décideurs.** » (Charly Gabriel Mbock, 2014). *Last but not the least*, 75% des commanditaires des recherches menées au Cameroun sont des organismes internationaux tels que les ONG ou les gouvernements étrangers, ce qui pose les problèmes de la souveraineté intellectuelle et de l'efficacité stratégique de la recherche.

La priorité à la praxis

Donc nous commettons deux graves erreurs: premièrement, **la recherche est généralement mal orientée ; deuxièmement, la recherche bien orientée est ignorée**. Toujours est-il que nous embrassons le mauvais paradigme : celui d'une **action tatillonne et moutonnaire**. Et pourtant, il n'y a rien de plus concret que la crise, notre premier facteur de désagrégation ! Du reste, la prochaine est déjà dans les laboratoires. Entre temps, que faisons-nous en Afrique ? Nous reprenons la vulgate entonnée après toutes les crises : il faut diversifier l'économie, produire plus, transformer sur place, amplifier les échanges sous-régionaux, etc. Nous savons par avance qu'il n'en sera rien ; certains dirigeants africains faisant l'unanimité avec leur déficit criard d'intelligence stratégique. Mais est-ce pour autant que la classe intellectuelle est à absoudre sans confession ? Difficile de répondre par l'affirmative quand on sait qu'elle reste fidèle à **un mode de répartition du travail inopérant et inefficace**. Il est temps de choisir une nouvelle voie : celle de la pensée-action. Les intellectuels de la scène africaine doivent investir le terrain pour transformer la société, en s'organisant en **groupes de pression, en Think tanks, en Do tanks et en Think and Do tanks** ; en ressuscitant le **bénévolat** et la **citoyenneté** ; en joignant l'action à la théorie. Ils doivent non seulement mener des recherches utiles et utilisables, mais s'arranger pour que les résultats auxquels ils parviennent soient appliqués.

L'avantage de cette démarche sera d'éduquer une génération par le paradigme de la **pensée-action** afin de nourrir **la chance de voir émerger une nouvelle classe de dirigeants imprégnés d'action**. Le président de la république des

années 2030 doit être moulé à ce paradigme. Tant que l'intellectuel pensera que ce n'est pas son rôle de passer à l'action, les chances de voir nos tragédies se perpétuer seront indemnes. La vieille répartition du travail n'opère pas : l'intellectuel en costume cravate qui tient la craie et regarde faire, mais surtout en espérant une prébende au sein de l'appareil gouvernant afin de jouir à son tour des rentes de situation ! Je sais combien confortable est la conception de l'intellectuel qui se contente d'énoncer le discours dans l'espoir que les relais politiques les transformeront en action. **Toutefois, force est de constater que, de crise en crise, les discours se perdent dans le vent alors que se renforce la vulnérabilité de nos sociétés.** Il faut résolument qu'une génération se sacrifie en opérant cette révolution pour façonner celles qui voteront les lois voulues.

Il faut que l'univers de la pensée des sciences sociales **réduise à sa plus simple expression la part des imposteurs, des sophistes et des faux impertinents.** Il urge que la représentation du réel

soit orientée vers la virtuosité dans les différents domaines de l'action quotidienne. Les intellectuels gagneraient à **plonger la main dans le cambouis.** Nous avons tant décrit, décrié, décortiqué, accusé et maudit... Il faut que l'avenir importe désormais plus que le problème et que l'action prolonge la pensée. Notre conception de la théorie, faite d'abstraction, de charabia, d'autosatisfaction et d'entre-soi, gagnerait à s'amender, de même qu'elle gagnerait à sortir de l'auto-flagellation, avec son cortège d'images de la nuit et des cœurs des ténèbres, de l'arriération ou de l'infériorité, etc. Tant de réflexes présents dans certains courants du postcolonialisme font désormais partie du problème. Ils accompagnent une imagologie d'éternelle dépendance intellectuelle...

Voilà la raison pour laquelle nous avons fondé le **Think tank 1 Puissance 55.** L'Afrique compte 54 pays + une diaspora. Nous envisageons de faire de ces 55 unités une seule puissance, en contribuant à inscrire la pensée au cœur de l'action dans tous les pays africains.

Fin de la trilogie